

Sommet de Doha : On ne négocie pas avec le climat !

Écrit par La Gauche par l'Exemple

Lundi, 03 Décembre 2012 11:30 - Mis à jour Lundi, 03 Décembre 2012 12:22

En 2009, à l'occasion du sommet international de Copenhague, nous écrivions « C'est la crise écologique. La température sur Terre pourrait augmenter de plus de 2 degrés d'ici 2020, si les pays industrialisés (Europe, États-Unis, Australie, Japon etc..) ne réduisent pas de 40% leurs émissions de gaz à effet de serre. Ce sont les terribles conclusions des scientifiques du Groupe intergouvernemental d'étude sur le climat, le GIEC. Ce réchauffement climatique aurait des conséquences dramatiques pour les populations : hausse du niveau des mers, sécheresse aggravée, graves problèmes agricoles, épidémies... »

En 2012, la situation s'est aggravée... et rien n'a changé politiquement ! Ainsi le niveau des mers s'élève 60% plus vite que ne l'avait projeté en 2007 le GIEC et un rapport de l'institut de recherche sur l'impact du climat de Potsdam commandé par la Banque Mondiale révèle qu'en suivant les tendances actuelles, on se dirigerait vers une élévation des températures de 4° en moyenne planétaire annuelle. Une élévation qui aurait des conséquences dramatiques sur le mode de vie de millions de personnes en situation de pauvreté, accroissant ainsi les inégalités. En 2012 comme en 2009 le Parti de Gauche réaffirme : «Nous ne voulons pas que les pauvres paient la facture à la place des riches !»

Pourtant, les négociations internationales sont au point mort. Le sommet de Copenhague fut un échec et celui de Rio+20, une capitulation. Aujourd'hui, les engagements des nations en termes d'émission de CO2 sont insuffisants et les politiques publiques, faute de véritable volonté politique ne suivent pas ! De fait, les émissions de CO2 continuent de croître atteignant le record historique de 390 parties par million (ppm) en 2011, selon les chiffres de l'Organisation météorologique mondiale, alors que pour rester sous les 2°C d'augmentation en 2050, il faudrait inverser la tendance avant 2025. Au plan national, le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes illustre cette absence de prise de conscience des gouvernements au pouvoir, de l'urgence sociale et environnementale que représente le réchauffement climatique. Ils s'entêtent dans leur civilisation productiviste absurde !

Depuis le 26 novembre, se tient à Doha au Qatar (premier émetteur de carbone mondial), la 18e conférence des parties de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques qui regroupe 195 pays présents. Elle a pour objectif de prolonger le protocole de Kyoto, seul accord contraignant à ce jour qui prendra fin le 31 décembre prochain. Elle doit ainsi faire suite au sommet de Durban en jetant les bases d'engagements contraignants qui seront signés en 2015 pour une mise en œuvre en 2020 et préciser concrètement le mécanisme du "fonds vert" de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 déjà acté à Copenhague destiné à aider les pays les plus pauvres et vulnérables à lutter contre le changement climatique et financer des mesures d'adaptation.

Sommet de Doha : On ne négocie pas avec le climat !

Écrit par La Gauche par l'Exemple

Lundi, 03 Décembre 2012 11:30 - Mis à jour Lundi, 03 Décembre 2012 12:22

Ce sommet dans la lignée des précédents, avec son organisation déséquilibrée qui sur-représente les délégations des pays développés au grand dam des nations les plus exposées continue de jouer le dangereux jeu onusien de prise d'accords sans engagements qui n'ont jusque là réussi qu'à affaiblir le protocole de Kyoto. Quoi qu'il arrive, ce sommet ne sera qu'un énième rideau de fumée de la part des pays développés qui n'ont pas pris en compte la gravité de la situation : un accord contraignant signé en 2015 et en vigueur en 2020 sera beaucoup trop tardif. Il est urgent d'agir maintenant ! La piste vers laquelle s'oriente l'Union européenne est la mauvaise. L'UE est en effet bloquée à 20% de réduction de ses émissions de CO2 d'ici à 2020 par rapport à 1990. Qui plus est le choix d'un marché carbone européen est un choix qui a prouvé son inefficacité. Pire, il s'est révélé contre-productif en permettant aux industriels de continuer à polluer la conscience tranquille. Or l'UE s'entête à poursuivre dans cette voie, obnubilée par la croyance que le marché peut régler tous les problèmes. La nature ne négocie pas, la science est formelle, or les décisions politiques ne sont pas à la mesure des enjeux. Le Parti de Gauche affirme que l'on ne résoudra la grave crise climatique que par un affrontement des marchés et de toute la classe capitaliste qui n'imagine pas se remettre en cause et remettre en cause ses privilèges au nom de l'intérêt collectif.

Pour le Parti de Gauche comme pour ses élus , les responsables des catastrophes climatiques devront en être rendus comptables devant un futur Tribunal international de justice climatique. Les élus du Parti de Gauche réaffirment aussi l'urgence absolue à s'accorder concrètement sur une feuille de route contraignante pour les États et les multinationales qui prévoit une planification écologique à l'échelle de la planète aujourd'hui plus que jamais nécessaire.